

DIAL 3285

ÉQUATEUR - Quitter la ville, réinvestir la campagne

Élodie Jimenez Alba

jeudi 19 juin 2014, mis en ligne par [Dial](#)

Cet article d'Élodie Jimenez Alba a été publié dans le numéro 23 de la revue [dlm, Demain le monde](#) (janvier-février 2014).

Les Équatoriens sont des milliers à quitter chaque année leur pays en quête d'une vie meilleure. Mais l'émigration est aussi interne. Les campagnes se vident au profit des grandes agglomérations. À contre-courant, certains citoyens décident de quitter la misère des villes surpeuplées pour réinvestir les terres désertées.

Victoria et Marta sont assises sur le sol en terre de la cuisine. Elles pèlent les dernières patates et les jettent dans la grande casserole. Marta se lève et empoigne le vieux bidon d'essence en plastique qui traîne dans un coin et court le remplir d'eau. Tout en continuant la préparation du repas, Victoria chante une berceuse en quechua à Elvis, son dixième enfant. Elle le tient constamment accroché sur son dos à l'aide d'une *balleta*, un épais châle en laine. L'eau des patates frémit doucement dans la marmite, sous les crépitements du feu de bois. L'*almuerzo*, le repas du midi, est presque prêt. Au loin, les couleurs vives des ponchos d'un groupe de travailleurs colorent le flanc de la montagne. Olga, Manolo, Cristina, Carmen et Avilino redescendent vers la maison, leurs bêches à la main.

Cela fait maintenant un peu moins d'un an que huit familles ont réalisé un pari audacieux : réunir toutes leurs économies pour financer l'achat d'un terrain en plein milieu de la cordillère des Andes. Ensemble, elles forment désormais la petite communauté rurale de San Luis de Maguazo, nommée ainsi en l'honneur d'un Saint de la région. « Chaque famille a donné tout ce qu'elle pouvait. Nous avons emprunté 74 000 dollars à la banque. Et en additionnant le tout, nous avons déjà pu rembourser la moitié du prêt », explique fièrement Avilino Caruachi, le patriarche de la communauté.

Le mirage de l'exode rural

Depuis une dizaine d'années, les campagnes équatoriennes se vident entièrement au profit de grandes villes comme Quito, Cuenca ou Guayaquil. Le pays connaît un taux d'urbanisation de 63% et la tâche d'huile continue de s'étendre. Les bidonvilles s'agglutinent aux abords des agglomérations. Les nouveaux venus s'y installent dans des habitations précaires qui se veulent temporaires mais qui deviennent vite définitives. Dans l'imaginaire collectif, ce passage de la campagne à la ville représente une élévation du niveau de vie. Les paysans espèrent y trouver un travail stable, de meilleurs revenus et un accès plus aisé aux soins de santé et à l'éducation. Il s'agit pourtant d'un leurre. Suite aux nombreuses crises économiques qui ébranlèrent le pays durant les années 1990, le taux de pauvreté urbain dépasse à présent celui des campagnes. Si bien que les villes sont aujourd'hui synonymes de chômage, de travail informel et précaire, de travail des enfants et de salaires ridiculement bas.

À contre-courant

Les familles de la communauté de San Luis ont choisi de faire le chemin inverse. Toutes originaires du même quartier de Guamote, une ville située dans la province andine de Chimborazo au centre du pays, elles ont décidé de fuir leur quartier surpeuplé et sa misère pour aller tenter leur chance au creux d'une vallée verdoyante perdue au milieu des Andes, avec l'envie de retourner à la terre et à sa culture. Sur les 14,5 hectares de terrain qu'ils ont achetés, ils ont déjà commencé à planter des patates et des fèves et investi dans l'achat de huit moutons et d'un âne. Si ce n'est qu'un début, c'est déjà une véritable révolution pour ces familles. Quand elles habitaient encore en ville, la terre des jardins qui entourait leurs maisons était sablonneuse. « Rien n'y poussait, pas même les mauvaises herbes, raconte doucement Cristina, la plus jeune fille d'Avilino. Du coup, pour vivre, on devait se contenter des revenus de travail occasionnels de l'un ou de l'autre membre de nos familles dans les villes les plus proches. Et quand il n'y avait pas de travail, on s'entraidait entre nous, ne fût-ce que pour manger. »

Devenir paysan

La plus grande difficulté de cet aller simple vers la campagne a été de s'improviser paysan du jour au lendemain. La vie rurale est encore plus rude à 3 200 mètres d'altitude. Les vents violents et la sécheresse affaiblissent quotidiennement les cultures. L'eau est acheminée depuis la cascade la plus proche via des morceaux de tuyau en plastique attachés les uns aux autres par du scotch sur plus d'un kilomètre. Enfin, l'isolement peut s'avérer problématique même si la communauté peut compter sur ses plus proches voisins, à une heure de marche en amont. Ensemble, ils partagent le lait des vaches et les récoltes de blé. Les « néo-ruraux » bénéficient aussi de l'appui d'une organisation non gouvernementale, le CEAS (voir l'encart ci-dessous) qui programme de les aider à planter une centaine d'arbres sur leur terrain. Sur le long terme, certains feront office de barrières coupe-vent, tandis que d'autres serviront à nourrir la communauté, comme les arbres fruitiers.

Après ces quelques mois d'installation sur leur nouveau terrain, vient le temps d'un premier bilan. Bien que pas encore suffisantes pour nourrir toute la communauté, les premières récoltes sont plutôt bonnes. Une cinquantaine d'arbres ont déjà été plantés sur la bordure du terrain. Mais le vrai but de cet exode urbain est de pouvoir, d'ici quelques années, devenir auto-suffisant. La communauté espère, dans un futur proche, pouvoir y faire pousser des arbres fruitiers, des céréales, des légumineuses mais aussi commencer un élevage de *cuyes*, des cochons d'Inde, pour revendre le surplus de légumes et de viande sur le marché du jeudi à Guamote. « Ce terrain, c'est plus qu'un bout de terre, c'est notre espoir pour un avenir plus radieux. Je crois qu'on pense surtout à nos enfants. C'est avant tout pour eux qu'on fait tout ça, pour qu'ils aient une vie meilleure que la nôtre », confie Maria, la doyenne de la communauté.

« Tout le monde se tourne vers les projets gouvernementaux, par facilité »

Partenaire de l'ONG belge Quinoa, le Centro de Estudios y Acción social (CEAS) est une association qui travaille depuis plus de 50 ans dans la province du Chimborazo dans les domaines de la reforestation, de l'accès à l'eau potable et aux sanitaires. Elle promeut la participation communautaire dans tous ses programmes et dénonce à juste titre les pratiques des autorités nationales ou provinciales. « Le gouvernement de Rafael Correa subventionne très peu les organisations comme nous, lance avec ferveur Luis López, coordinateur du projet reforestation au CEAS. Pour une question d'image, c'est plus intéressant pour eux d'engager des ouvriers qui vont planter des arbres dans une communauté plutôt que de subventionner une petite organisation de la région pour faire le même travail, mais en mieux ». Cela se traduit par des actions ponctuelles qui ont lieu généralement juste avant les élections et qui n'aident pas

les populations sur le long terme. « Des gens payés par le gouvernement débarquent sur un terrain, plantent 200 eucalyptus et puis s'en vont, ajoute Luis López sur un ton acerbe. Dans nos projets, on montre aux gens comment planter les arbres et comment en prendre soin. Ils doivent participer. Du coup, conclue-t-il avec une pointe de fatalisme, tout le monde se tourne vers les projets gouvernementaux, par facilité ».

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3285.**

- Source (français) : *dlm, Demain le monde*, n°23, janvier - février 2014.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, la source originale (*dlm, Demain le monde* - <http://www.cncd.be/-dlm-Demain-le-monde->) et l'une des adresses internet de l'article.